



# Chine. "Il faut des réformes tous azimuts!"

La mise en examen de Bo Xilai pour corruption et abus de pouvoir change la donne de la politique chinoise. Pendant vingt ans, il a pu détourner le système à son profit.

→ Dessin de Hajo, Pays-Bas.



Bo Xilai a-t-il pu disposer de pouvoirs lui permettant de distribuer des avantages et pourquoi sa femme a-t-elle pu faire de même ? Dans un environnement normal, la réussite d'un chef d'entreprise est dictée par le marché. Or, dans le cas de Bo Xilai, le fait, en Chine, de disposer de fonctions dirigeantes revenait à détenir une sorte de rente. Toute promotion s'accompagnait d'un accroissement de cette rente, source inépuisable permettant à Bo Xilai d'avantager autrui et de s'avantager.

## La décision de faire un sort à l'ancien dirigeant est liée au XVIII<sup>e</sup> Congrès

Il y a déjà vingt ans, les économistes mettaient en garde contre une trop forte concentration des pouvoirs entre les mains de certains dirigeants, à l'origine de la corruption dans une économie en pleine mutation. La solution consiste à améliorer le système de l'économie de marché.

Actuellement, les réformes, en Chine, sont entrées dans une zone d'eaux profondes, et la recherche de rentes de situation de la part des agents de l'Etat ne cesse de prendre de l'ampleur. La mesure la plus urgente et la plus difficile à prendre, mais aussi la plus indispensable, consiste à diminuer les ingérences de l'administration dans la vie économique.

En fin de compte, les affaires de corruption ont souvent des causes multiples ; le cas Bo Xilai ne fait pas exception. Cependant, en approfondissant les réformes tous azimuts, en diminuant les capacités d'intervention de l'administration dans les activités économiques, on ferait en sorte que les détenteurs du pouvoir ne désirent plus, n'osent plus et surtout ne puissent plus utiliser leurs pouvoirs pour en avantager certains ; ce serait donc une solution radicale pour éradiquer la corruption.

La lutte contre la corruption est un long processus. Un autre élément qui peut avoir un effet immédiat est de laisser les médias faire leur travail et de renforcer ainsi le contrôle par l'opinion. Si Bo Xilai, quand il était maire de Dalian, avait été placé sous les projecteurs de l'opinion, si la critique des responsables par les médias devenait un exercice ordinaire, on pourrait peut-être éviter les problèmes. C'est un aspect important d'une réforme politique, qui peut être mis en application sur-le-champ. Les dommages causés par l'affaire Bo Xilai sont énormes et, si l'on veut en tirer les leçons, il faut agir vite.

—Hu Shuli

### —Caixin Wang Pékin

**A**tous points de vue, le traitement de l'affaire Bo Xilai est historique. Depuis que le Bureau politique du Parti communiste chinois a annoncé, le 28 septembre, le limogeage et l'exclusion du Parti de Bo Xilai, et a commencé à dévoiler les charges pesant sur ce dernier, l'ensemble de la société s'interroge. A la lueur de l'affaire Gu Kailai [sa femme, condamnée à mort avec sursis pour le meurtre du Britannique Neil Heywood], puis de celle de Wang Lijun [condamné à quinze ans de prison pour défection et prise d'intérêts], on constate qu'il n'y a pas que la femme et l'homme de confiance de Bo Xilai [et chef de la police] à s'être placés au-dessus des lois et avoir piétiné la loi sans scrupule ni vergogne. Le notable Bo Xilai, secrétaire du comité du Parti de la municipalité de Chongqing et membre du Bureau politique, était bel et bien dans le même cas [voir CI n° 1144, du 4 octobre 2012].

On peut espérer que Bo Xilai fera l'objet de sérieuses poursuites judiciaires et sera sévèrement sanctionné. Dans l'immédiat, on peut tirer comme premier enseignement de cette affaire qu'il est indispensable d'approfondir les réformes tous azimuts, en particulier celle du système politique.

La décision de faire un sort à Bo Xilai est liée à la réunion immi-

nente du XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC. Depuis la fin du mois de juillet, le président Hu Jintao et le vice-président Xi Jinping [son successeur désigné] ont successivement prononcé des discours en faveur de la réforme politique. Le 29 septembre, c'était au tour du Premier ministre Wen Jiabao. Visiblement, à mesure que progresse l'enquête sur Bo Xilai, les hauts dirigeants présents et à venir ont exprimé un attachement croissant à cette réforme.

Quand Bo Xilai était encore en poste, il s'était fait connaître dans la municipalité de Chongqing, qu'il dirigeait, pour son combat contre le crime organisé. Son slogan favori était : "Tout crime doit être combattu !" Mais voilà que sa propre femme, Gu Kailai, est devenue une meurtrière, que Wang Lijun, présenté comme un héros de la lutte anticriminelle, a été condamné pour avoir enfreint la loi dans le but d'assouvir des intérêts personnels et que Bo lui-même est accusé d'avoir de lourdes responsabilités dans cette affaire !

En réalité, ce sont ces gens-là qui constituaient la plus grande mafia. Les faits sont édifiants : la campagne contre la pègre lancée à grand bruit par le clan Bo lui a servi à placer la police directement sous son emprise, tout en renforçant les pouvoirs de celle-ci.

C'est grâce à leur extraordinaire capacité à contrôler la puissance

policrière que Bo Xilai et Gu Kailai ont pu ainsi bafouer la loi. Par la suite, quand des tensions ont éclaté au grand jour entre Bo Xilai et Wang Lijun, sept collaborateurs de ce dernier ont été illégalement mis en examen et Wang lui-même a été immédiatement radié de la police. Tout cela en dit long sur les relations qu'entretenait la famille de Bo Xilai avec les forces de l'ordre. Ce n'étaient pas de simples relations personnelles, mais en fait une emprise absolue et bien organisée,

### L'auteur



### HU SHULI,

l'une des journalistes les plus en vue de la presse chinoise, signe ici l'une des premières critiques de Bo Xilai dans la presse chinoise. Jusqu'à récemment, les journaux évitaient de commenter l'affaire. Aujourd'hui directrice du groupe Caixin Media et rédactrice en chef de l'hebdomadaire **Xin Shiji Zhoukan**, Hu Shuli a fondé en 1998 le magazine économique **Caijing**, l'un des modèles historiques du renouveau des médias chinois.

donnant au pouvoir du clan Bo un caractère totalitaire, dangereux !

Pour éviter que ce genre d'affaires ne se reproduise, il faut absolument empêcher la police d'atteindre un poids démesuré. Il faut revoir radicalement les fondements d'un système qui permet à un individu ou à un pouvoir politique d'être supérieur aux lois.

Parmi les charges retenues contre Bo Xilai, il y a un autre point important : il est accusé de trafic d'influence et de corruption. Gu Kailai aurait également exploité la position de son mari pour favoriser des tiers, et des membres de sa famille en auraient grandement profité financièrement. Or ces pratiques ne datent pas d'hier : toujours selon le communiqué du Bureau politique, Bo Xilai s'y adonnait déjà quand il occupait des fonctions dirigeantes à la tête de la municipalité de Dalian [entre 1985 et 2000], de la province du Liaoning [de 2000 à 2004] et du ministère du Commerce [de 2004 à 2007], et également depuis qu'il cumulait les fonctions de membre du Bureau politique du Comité central et de secrétaire du Parti de la municipalité de Chongqing. Cela a donc duré une vingtaine d'années. De quoi laisser songeur !

Nombreux sont ceux qui s'étonnent que rien n'ait été découvert plus tôt. Nous leur répondons par une autre question : pourquoi, dans toutes ces missions de dirigeant,